

L'enfer du Rwanda et les bonnes intentions de la France

Colette Braeckman

Le Soir, 20 juin 1994, page 7

Il y a au Rwanda, dans la zone encore « contrôlée par le gouvernement » un bien grand nombre de personnes emprisonnées dans les stades, camps ou maisons religieuses qui attendent la mort. Cela devient très urgent si on veut encore sauver quelques Tutsis. Chaque jour il y a de nouveaux cadavres dans la fosse commune. Et les gens du gouvernement se replient sur Cyangugu. Hitler a encore beaucoup à apprendre des Rwandais. De grâce, faites quelque chose...

Telle était la conclusion de l'un des derniers messages qui nous est parvenu du Rwanda : d'évidence, plus de deux mois et demi après le début du génocide, il reste encore des civils à sauver, car les miliciens qui se replient sur les zones frontalières liquident les derniers otages.

Une opération humanitaire urgente s'impose donc, autant qu'en avril ou qu'en mai et, à la suite des résolutions 918 et 925 du Conseil de sécurité, plusieurs pays africains se sont déclarés prêts à envoyer des troupes au Rwanda : l'Ethiopie, le Zimbabwe, le Ghana, entre autres. Il est donc urgent de leur fournir les moyens d'être acheminés sur place, d'être opérationnels et ils seront d'autant mieux accueillis que toutes les parties en présence ont ap-

prouvé l'initiative onusienne.

Pourquoi la France, au lieu d'appuyer matériellement les forces africaines a-t-elle choisi de bousculer l'agenda onusien, d'envoyer des troupes sur la frontière zaïroise avant même le feu vert du Conseil de sécurité, de renforcer l'aéroport de Cyangugu, en face de Bukavu au Zaïre, de marteler, comme le président Mitterrand : « *C'est désormais une affaire d'heures et de jours. Quoi qu'il en soit, nous le ferons. Chaque heure compte* ».

Pourquoi, alors que depuis deux mois et demi les images de l'holocauste rwandais éclaboussent les écrans de télévision et les reportages quotidiens, sans provoquer de réactions à Paris, l'urgence est-elle soudain devenue une question d'heures ? La seule chose qui a changé, c'est le rythme de la situation sur le terrain : le général Dallaire, commandant de la Minuar, s'est déclaré surpris de la vitesse avec laquelle le FPR progressait désormais.

Si le gouvernement français est peut-être mû très tardivement par un sentiment humanitaire, il en convaincra difficilement le Front patriotique qui se demande s'il ne s'agit pas plutôt, in extremis, de venir au secours du gouvernement intérimaire en déroute. Le fait que la France, ces dernières semaines,

ait renforcé la piste de Kamembe en face de Bukavu inquiète également les opposants zaïrois de l'UDPS qui accusent Paris de se préparer à soutenir, avec armes et munitions, le tout nouveau et déjà contesté gouvernement de M. Kengo wa Dondo. Lors du sommet de l'OUA à Tunis, c'est le président Mobutu, remis en selle grâce à la crise rwandaise, qui a le plus nettement soutenu l'initiative d'intervention française.

Par ailleurs des informations qui nous sont parvenues de Goma, et qui sont confirmées par le FPR, indiquent qu'après le début des massacres, un petit nombre de militaires français sont restés au Rwanda, assistant les troupes gouvernementales dans les domaines de la transmission. Venus de Gitarama, certains de ces militaires auraient transité par le Kivu, mais d'autres se trouveraient toujours dans les lignes gouvernementales. Ne s'agirait-il pas, d'urgence, d'aller les récupérer ?

Si le FPR redoute un agenda caché derrière des préoccupations humanitaires, c'est parce qu'en 1990 déjà, l'intervention française aux côtés des forces gouvernementales fut justifiée ainsi. En outre, depuis l'attentat du 6 avril, la France s'est trouvée aux côtés du gouvernement intérimaire : ses émissaires ont été reçus à Paris alors même que ses ministres lancaient sur les ondes des appels au massacre, l'épouse et la belle-famille du président défunt, accueillis à Paris, ont bénéficié de crédits du Ministère de la coopéra-

tion.

Un réfugié rwandais, amené à l'ambassade de France par les Suisses, a rapporté, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU qu'alors qu'il y avait des centaines de familles accrochées au portail de l'ambassade auxquelles on refusait l'entrée il trouva, à l'intérieur tous les dignitaires du régime et leur famille ainsi que le directeur de la radio et ses subalternes connus pour leurs appels aux massacres. (...) A tout moment ces dignitaires du régime sortaient avec leurs escortes de militaires pour circuler dans les quartiers en flammes et à leur tour tenaient des réunions à l'ambassade pour parler de l'évolution de la situation, dresser le bilan des victimes ou regretter que telle ou telle personne n'ait pas encore été tuée ou tel ou tel quartier pas encore nettoyé. (...) Figurait sur la première liste des gens à évacuer les noms de certaines personnes connues comme chefs de bande de milices.

Même si le gouvernement Balladur était, en toute sincérité, tardivement saisi d'effroi par l'ampleur de la tragédie rwandaise et désireux de réparer les dommages, la France, en raison des amitiés précitées, demeure le dernier pays à pouvoir intervenir sans susciter d'arrière-pensées et finalement risquer d'aggraver encore la situation. Non seulement au Rwanda, mais également au Burundi voisin et au Zaïre.

COLETTE BRAECKMAN